

Brochure n° 3122

Convention collective nationale
IDCC : 454. – REMONTÉES MÉCANIQUES
ET DOMAINES SKIABLES

AVENANT N° 47 DU 14 JANVIER 2011
RELATIF À LA PRIME D'ANCIENNETÉ

NOR : ASET1150713M
IDCC : 454

PRÉAMBULE

Le présent avenant s'inscrit dans la droite ligne de l'accord-cadre paritaire relatif à l'actualisation de certaines dispositions de la convention collective nationale, signé le 24 septembre 2008.

Depuis, les partenaires sociaux se sont réunis dans le cadre du groupe de travail mis en place à cet effet et ont finalisé le texte de l'article 22 *bis*.

Article 1^{er}

Article 22 bis de la convention collective

A compter du jour de la signature du présent avenant, les partenaires sociaux sont convenus de la rédaction d'un article 22 *bis* qui sera la suivante :

« Article 22 *bis*

Prime d'ancienneté

Le salaire minimum conventionnel de chaque catégorie d'emplois progresse en fonction de l'ancienneté décomptée, conformément aux dispositions de l'article 22 de la convention collective nationale de la manière suivante :

Salariés permanents

(En pourcentage.)

ANCIENNETÉ	PROGRESSION
Après 3 ans	2,625
Après 6 ans	5,250
Après 9 ans	7,875
Après 12 ans	10,500
Après 15 ans	13,125
Après 18 ans	15,750
Après 20 ans	17,500

Salariés saisonniers

(En pourcentage.)

ANCIENNETÉ	PROGRESSION
Après 12 mois	0,875
Après 2 ans	1,750
Après 3 ans	2,625
Après 4 ans	3,500
Après 5 ans	4,375
Après 6 ans	5,250
Après 7 ans	6,125
Après 8 ans	7,000
Après 9 ans	7,875
Après 10 ans	8,750
Après 11 ans	9,625
Après 12 ans	10,500
Après 13 ans	11,375
Après 14 ans	12,250
Après 15 ans	13,125
Après 16 ans	14,000
Après 17 ans	14,875
Après 18 ans	15,750
Après 19 ans	16,625
Après 20 ans	17,500

Article 2

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 3

Formalités de dépôt du présent avenant

Le présent avenant sera déposé à la direction des relations du travail, auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Article 4

Extension du présent avenant

Les dispositions susvisées seront également soumises à la procédure d'extension prévue par le code du travail.

Fait à Francin, le 14 janvier 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Domaines skiables de France.

Syndicats de salariés :

FNT CGT-FO ;

FGTE CFDT ;

FNST CGT.